

En 2025, la **RSE** n'a finalement jamais été aussi visible

Depuis un an, nous assistons médusés à un spectacle sidérant. D'un côté, Donald Trump, sans parler de RSE, réussit à rappeler chaque jour pourquoi elle existe et, de l'autre, l'Europe ne cesse d'empiler des évolutions réglementaires.

L'apparente visibilité de la RSE ne doit pas masquer une réalité plus contrastée.

Entre 2019 et 2024, l'Europe a connu une première phase de son déploiement globalement réussie. Celle-ci a été présentée comme nécessaire, positive et créatrice de valeur : croissance verte, innovations responsables... Cette lecture peu conflictuelle a facilité l'appropriation des enjeux.

En 2025, la situation change. La RSE se heurte depuis aux limites de sa mise en œuvre concrète. Les contraintes s'accumulent - financières, organisationnelles, sociales - et rendent les tensions plus visibles. La conflictualité n'est plus périphérique : elle devient centrale. Face à ces tensions, la tentation est réelle de repousser, différer ou étaler dans le temps les transformations pourtant indispensables.



Un contexte politique moins favorable à la transition

Cette inflexion s'inscrit dans un environnement particulièrement dégradé : multiplication des crises économiques, sociales et géopolitiques ; renoncements politiques davantage assumés, notamment depuis le retour de Donald Trump au pouvoir ; pressions économiques accrues et primat du court terme, pour les États comme pour les entreprises ; montée des tensions sociales et du sentiment d'insécurité.

2025 : la fin de l'illusion du « tout gagnant »

Pour autant, 2025 a marqué une évolution majeure du discours RSE. L'idée selon laquelle tout serait compatible avec la transition a reculé. Les arbitrages, les compromis, les priorisations – et parfois les pertes – sont clairement entrés dans le débat. Cela constitue une réelle rupture. La RSE n'est plus pensée uniquement comme une addition de bénéfices, mais comme un processus de transformation impliquant des choix, des tensions et des renoncements.

Ne pas confondre ralentissement et recul

Il serait toutefois erroné de conclure à un repli général de la RSE. À bien des égards, 2025 restera comme une année d'avancées par rapport à 2024, notamment en matière de cadres de référence et de structuration des démarches. Ce qui s'est fragilisé, en revanche, ce sont les trajectoires de moyen et long terme (2026–2035). Les enjeux RSE, en particulier environnementaux, demeurent pleinement devant nous. S'en détourner ne les fera pas disparaître. Et, plus les trajectoires de transition sont retardées, plus les effets du changement climatique s'intensifieront.



Et pendant ce temps-là au Groupe Alpha... Et chez Secafi

Dans ce contexte, nous en sommes collectivement convaincus, nous devons maintenir notre mobilisation. Le Groupe Alpha et Secafi sont des acteurs légitimes de la transformation, en accompagnant les trajectoires de transition économiquement viables et socialement soutenables, et en intégrant pleinement les réalités du travail et du dialogue social. La transition ne peut réussir que si elle est pensée comme un enjeu systémique, articulant simultanément les contraintes économiques, les impacts sociaux et les impératifs environnementaux. C'est à cette condition qu'elle pourra être acceptée, mise en œuvre et approfondie dans la durée.

Notre ambition et nos actions

- Engagement dans la **Convention des Entreprises pour le Climat** pour réfléchir aux transformations de notre modèle économique selon le précepte bien connu de commencer par nous-mêmes avant de le proposer dans le respect des limites planétaires et tout en garantissant sa viabilité économique et son acceptabilité sociale.
- Maintien d'un **engagement / accompagnement en matière d'anticipation et d'adaptation** aux contraintes environnementales, enjeu clé pour les entreprises, les salariés et les représentants du personnel.
- Poursuite active de la promotion des **avancées sociales**.

Chez Secafi : nous nous engageons à

- **Informier et mobiliser** : apporter une information fiable et pédagogique sur les mutations économiques, sociales et environnementales pour permettre à l'ensemble des acteurs de comprendre les enjeux et d'agir de manière éclairée.
- **Éclairer le dialogue social** : accompagner les représentants du personnel pour construire un dialogue plus anticipateur, capable d'influencer utilement les choix stratégiques et leurs conséquences sur l'emploi, les compétences et les conditions de travail.
- **Apporter des solutions opérationnelles** : mettre à disposition des outils d'analyse, des sessions & des dispositifs de formations adaptés et un appui expert afin de transformer les projets d'entreprise en opportunités de progrès social et de performance durable.